

Formulaire pour la consultation relative à l'avant-projet de révision de la loi sur l'intégration et l'aide sociale (LIAS)

Réponse au questionnaire 1

ID de la réponse	75
Date de soumission	2019-09-15 19:50:51
Dernière page	2
Langue de départ	fr
Tête de série	77892167
Date de lancement	2019-09-15 15:21:05
Date de la dernière action	2019-09-15 19:50:51

Adresse

Nom de l'organisme	Les Verts Valaisans
Personne de contact	Céline Dessimoz
Téléphone	079 397 27 52
Date	2019-09-15 00:00:00

Questions

1. Le chapitre sur les dispositions générales a été complété par l'introduction d'articles sur les principes (art. 3), définitions (art. 4) et prestations (art. 5) ainsi que l'ajout d'un article permettant l'élaboration d'un rapport sur la situation sociale une fois par législature (art. 6). Êtes-vous favorable à ces modifications ?
Oui
1. Le chapitre sur les dispositions générales a été complété par l'introduction d'articles sur les principes (art. 3), définitions (art. 4) et prestations (art. 5) ainsi que l'ajout d'un article permettant l'élaboration d'un rapport sur la situation sociale une fois par législature (art. 6). Êtes-vous favorable à ces modifications ? [Commentaire]
Nous trouvons important l'ajout de la dimension préventive : notamment celle de prévenir l'exclusion sociale.

2. Le chapitre sur l'organisation de l'aide sociale a été revu et des articles concernant les centres médico-sociaux (art. 8), l'organisation faîtière des CMS (art. 9) ainsi que le Service de l'action sociale (art. 12) ont été introduits. Êtes-vous favorable à la nouvelle organisation de l'aide sociale ?

Oui

2. Le chapitre sur l'organisation de l'aide sociale a été revu et des articles concernant les centres médico-sociaux (art. 8), l'organisation faîtière des CMS (art. 9) ainsi que le Service de l'action sociale (art. 12) ont été introduits. Êtes-vous favorable à la nouvelle organisation de l'aide sociale ? [Commentaire]

Nous trouvons pertinent le fait de pouvoir déléguer des tâches aux centres médico-sociaux.

3. Un nouveau chapitre a été introduit afin de préciser la compétence à raison du lieu. Êtes-vous favorable à l'ajout de ces dispositions ?

Plutôt oui

3. Un nouveau chapitre a été introduit afin de préciser la compétence à raison du lieu. Êtes-vous favorable à l'ajout de ces dispositions ? [Commentaire]

Attention toutefois à l'équité dans le traitement des dossiers.

4. Le chapitre 4 regroupe les différents instruments du dispositif d'aide sociale, à savoir notamment le contrat d'insertion (art. 18), la collaboration (art. 19), le médecin conseil et médecin-dentiste conseil (art. 20), les inspecteurs spécialisés (art. 21) et le système de gestion électronique des données (art. 22). Êtes-vous favorable à la mention et à l'introduction de ces instruments ?

Oui

4. Le chapitre 4 regroupe les différents instruments du dispositif d'aide sociale, à savoir notamment le contrat d'insertion (art. 18), la collaboration (art. 19), le médecin conseil et médecin-dentiste conseil (art. 20), les inspecteurs spécialisés (art. 21) et le système de gestion électronique des données (art. 22). Êtes-vous favorable à la mention et à l'introduction de ces instruments ? [Commentaire]

5. Êtes-vous favorable à l'ajout des deux nouveaux chapitres concernant la prévention sociale et l'aide personnelle (non financière) ?

Oui

5. Êtes-vous favorable à l'ajout des deux nouveaux chapitres concernant la prévention sociale et l'aide personnelle (non financière) ? [Commentaire]

Nous sommes pleinement favorables à la prévention sociale et à l'aide personnelle, mesures très importantes pour agir en amont, avant que la situation ne soit trop péjorée.

6. Êtes-vous favorable au renforcement des mesures d'insertion socio-professionnelle et au transfert de compétence décisionnelle à l'Etat dans ce domaine ?

Oui

6. Êtes-vous favorable au renforcement des mesures d'insertion socio-professionnelle et au transfert de compétence décisionnelle à l'Etat dans ce domaine ? [Commentaire]

Nous soutenons la proposition de renforcer et de transférer la compétence décisionnelle des mesures d'insertion au canton. Ceci va sans doute permettre de gagner en réactivité et surtout d'éviter, notamment dans les petites communes, que ce soit des commissions sociales peu expérimentées qui décident de l'octroi des mesures d'insertion socioprofessionnelles. Toutefois, nous tenons à relever des inconnues quant à l'application de la loi avec leur lot de questions :

- Le canton va-t-il définir un volume de mesures, ou celles-ci seront illimitées ?
- Quels seront les partenaires avec qui le canton va travailler ? Qui pourra décider de ces partenaires ?
- Qui définira le prix des prestations qui dans la pratique sont souvent sous-estimés ?
- Le canton va-t-il ouvrir à des prestataires privés ?

7. Êtes-vous favorable à la nouvelle mouture du chapitre concernant l'aide matérielle, en particulier les mentions d'aide ordinaire, aide réduite et aide d'urgence et à leur contenu ?

Plutôt oui

7. Êtes-vous favorable à la nouvelle mouture du chapitre concernant l'aide matérielle, en particulier les mentions d'aide ordinaire, aide réduite et aide d'urgence et à leur contenu ? [Commentaire]

art 33 lette e le terme de "convenable" me parait être une notion sujette à interprétation.

art 36 al1 la notion de survie nous semble inadéquate. (à supprimer)

8. Êtes-vous favorable à la réduction, voire la suppression, de l'aide en cas de dessaisissement de fortune (art. 32) ?

Oui

8. Êtes-vous favorable à la réduction, voire la suppression, de l'aide en cas de dessaisissement de fortune (art. 32) ? [Commentaire]

9. Êtes-vous favorable au maintien du remboursement de l'aide sociale à l'exception du retour à meilleure fortune suite à la reprise d'une activité lucrative afin de notamment favoriser la réinsertion des bénéficiaires et les encourager à retrouver leur autonomie financière ?

Plutôt oui

9. Êtes-vous favorable au maintien du remboursement de l'aide sociale à l'exception du retour à meilleure fortune suite à la reprise d'une activité lucrative afin de notamment favoriser la réinsertion des bénéficiaires et les encourager à retrouver leur autonomie financière ? [Commentaire]

Art.55 lettre b : à quoi correspond une fortune importante?

art.60 : Les enfants sont-ils solidairement responsables s'ils ont été écarté judiciairement de toute gestion du bénéficiaire décédé?

10. L'avant-projet prévoit un délai de prescription de 10 ans pour le remboursement des prestations d'aide sociale, conformément aux délais du code des obligations (art. 56). Êtes-vous favorable à ce nouveau délai de prescription ?

Oui

10. L'avant-projet prévoit un délai de prescription de 10 ans pour le remboursement des prestations d'aide sociale, conformément aux délais du code des obligations (art. 56). Êtes-vous favorable à ce nouveau délai de prescription ? [Commentaire]

11. Êtes-vous favorable aux nouvelles dispositions sur la protection des données et l'échange d'informations ?

Oui

11. Êtes-vous favorable aux nouvelles dispositions sur la protection des données et l'échange d'informations ? [Commentaire]

12. Êtes-vous favorable aux articles concernant les enquêtes sur l'obtention illicite des prestations d'aide sociale ?

Plutôt oui

12. Êtes-vous favorable aux articles concernant les enquêtes sur l'obtention illicite des prestations d'aide sociale ? [Commentaire]

Art. 21 Inspecteurs spécialisés

1 Dans le but de prévenir, faire cesser ou démontrer une obtention illicite de prestations d'aide sociale, l'autorité d'aide sociale, le centre médico-social ou le service en charge de l'action sociale peuvent faire appel à des inspecteurs spécialisés.

Art. 67 Mandat d'inspection

1 Dans le but de prévenir, faire cesser ou démontrer une obtention illicite de l'aide sociale, l'autorité d'aide sociale peut faire appel, par l'entremise du service en charge de l'action sociale, à des inspecteurs spécialisés pour établir des faits spécifiques: L'alinéa 1 de l'article 67 précise que c'est « par l'entremise du service en charge de l'action sociale » alors que l'article 21 annonce que « , l'autorité d'aide sociale, le centre médico-social ou le service en charge de l'action sociale peuvent faire appel à des inspecteurs spécialisés ».

Ces deux propositions sont en contradiction. Nous demandons que cet aspect soit repris préciser, à savoir qui a autorité pour faire appel à des inspecteurs spécialisés ?

3 Sur la base d'une demande écrite dûment motivée, le service chargé de l'action sociale confie à l'organe compétent un mandat d'inspection.

Ce point reste flou : est-ce basé sur des faits, des suspicions ... à préciser

Art. 69 Observation

Au plus tard lors de la clôture de l'enquête, les inspecteurs spécialisés communiquent au bénéficiaire qui a été observé les motifs, le mode et la durée de l'observation.

Art. 71 Résultat des enquêtes

En cas de mise en évidence d'infractions, le centre médico-social informe le bénéficiaire concerné du résultat de l'enquête et propose à l'autorité d'aide sociale les mesures adéquates

Ici il y a multiplication de tiers intervenants, à préciser, et de plus que se passe-t-il si aucune infraction n'est constatée ? Ceci est à préciser

Art. 70 Visite à domicile ou sur le lieu de travail

3 Lors de visites à domicile, les personnes présentes doivent, sur demande des inspecteurs, s'identifier au moyen d'une pièce d'identité.

Ici qu'en est-il des personnes mineures, par exemple des enfants présents au domicile ?

Art. 71 Résultat des enquêtes

b) dénoncent les infractions poursuivies d'office à l'autorité compétente et lui fournissent le rapport accompagné des preuves exploitables;

A définir, le terme exploitable reste flou

13. Êtes-vous favorable à l'introduction de dispositions pénales cantonales réprimant certaines infractions non couvertes par le droit fédéral ?

Oui

13. Êtes-vous favorable à l'introduction de dispositions pénales cantonales réprimant certaines infractions non couvertes par le droit fédéral ? [Commentaire]

14. La législation actuelle ne correspondant plus aux besoins, les articles relatifs au financement des organisations à caractère social ont été complètement repensés sur la base de la pratique en vigueur. Êtes-vous favorable aux modifications apportées aux articles liés aux organisations à caractère social ?

Oui

14. La législation actuelle ne correspondant plus aux besoins, les articles relatifs au financement des organisations à caractère social ont été complètement repensés sur la base de la pratique en vigueur. Êtes-vous favorable aux modifications apportées aux articles liés aux organisations à caractère social ? [Commentaire]

15. Êtes-vous favorable aux modifications apportées aux articles concernant la répartition des frais entre l'Etat et les communes ?

Oui

15. Êtes-vous favorable aux modifications apportées aux articles concernant la répartition des frais entre l'Etat et les communes ? [Commentaire]

16. Autres observations, remarques ou propositions :